



Pôle Direction Investissements  
**Direction des Travaux et de l'Architecture**

# **ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DU GHT DE BRETAGNE OCCIDENTALE**

## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.**

#### **LOTS 1 À 8**

Date: 17 novembre 2025  
Référence : 2025DAL0144

## **SOMMAIRE**

<b>1 - PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
1.1 - Groupement hospitalier de territoire – GHT .....	3
1.2 - Référence aux textes en vigueur .....	3
<b>2 - Objet De la consultation .....</b>	<b>4</b>
2.1 - Désignation .....	4
2.2 - Décomposition en lots .....	4
<b>3 - Procédure – forme du marché .....</b>	<b>6</b>
3.1 - Procédure .....	6
3.2 - Forme du marché .....	6
<b>4 - Durée .....</b>	<b>7</b>
4.1 - Durée de l'accord-cadre .....	7
4.2 - Marchés complémentaires et/ou similaires .....	7
4.3 - Délais d'exécution .....	7
<b>5 - Documents contractuels .....</b>	<b>7</b>
<b>6 - Modalités d'exécution .....</b>	<b>8</b>
6.1 - Prise en charge et exécution des prestations .....	8
6.2 - Opération, vérification, admission .....	10
<b>7 - Prix et règlement .....</b>	<b>10</b>
7.1 - Règlement et prestations .....	10
7.2 - Modalités de révision .....	11
7.3 - Clause butoir .....	11
7.4 - Versement d'avance .....	11
7.5 - Conditions de règlement .....	11
7.6 - Pénalités .....	13
7.6.1 - Etat des prix forfaitaires .....	13
7.6.2 - Prestations hors forfait .....	14
<b>8 - Assurances .....</b>	<b>14</b>
<b>9 - Résiliation .....</b>	<b>14</b>
<b>10 - Différends et litiges .....</b>	<b>15</b>

## 1 - PREAMBULE

### 1.1 - Groupement hospitalier de territoire – GHT

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n°1) a été formé au 1<sup>er</sup> juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest (2 avenue Foch – 29609 BREST cedex)
- Le Centre Hospitalier de Crozon (Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON)
- Le Centre Hospitalier de Landerneau (1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex)
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur (9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR)
- Le Centre Hospitalier de Lesneven (Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN)
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (15 rue de Kersaint Gilly – 29672 MORLAIX cedex)
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan (17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN)
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Clermont Tonnerre (Rue du Colonel Fonferrier – CC41 – 2924 BREST cedex 9)

Doté d'un statut de membre associé.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest (2 avenue Foch – 29609 BREST cedex)

Qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer le marché, les avenants et de les notifier.

Chaque Centre Hospitalier exécute le marché

### 1.2 - Référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique : décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, version consolidée au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

## **2 - OBJET DE LA CONSULTATION**

### **2.1 - Désignation**

La présente consultation a pour objet la prestation d'entretien des espaces verts pour les établissements du CHU de Brest et certains établissements du GHT Bretagne Occidentale.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2.2 - Périmètre du marché**

Les prestations concernent les espaces verts des établissements suivants :

Pour le CHU de Brest :

- A. Hôpital CAVALE BLANCHE  
Boulevard Tanguy Prigent  
29200 Brest
- B. Hôpital MORVAN  
2, avenue FOCH  
29609 BREST Cedex
- C. Hôpital GUILERS  
5 rue Alexandre Le Monnier  
29820 Guilers
- D. Hôpital WINNICOTT  
9 allée de Kergaly  
29200 Brest
- E. Résidence DELCOURT-PONCHELET  
55, rue Jules Guesde  
29200 BREST
- F. Hôpital BOHARS  
Route de Ploudalmezeau  
29820 Bohars
- G. Centre RENE FORTIN  
Rue de Lez Huel  
29820 Bohars

Le CHU de Brest regroupe les établissements A à G. Les diverses structures extrahospitalières du CHU de Brest, situées dans les environs de Brest, sont :

- Foyer An Avel Vor, 10 place FTPF, 29200 BREST
- H. CENTRE HOSPITALIER DES PAYS DE MORLAIX  
Site de Morlaix – 15 Rue Kersaint Gilly – 29672 MORLAIX Cedex

Site de Plougouven – Le Guerven – Route de Plourin – 29640 PLOUGOUVEN  
Structures extérieures

Le CH de Morlaix regroupe les sites de Morlaix et Plougouven (lettre H). Les structures extrahospitalières du CH de Morlaix sont les suivantes :

- Internat M44, rue du Docteur Lefebvre, 29600 Morlaix – 1678m<sup>2</sup> - P3
- Pavillon MX07, 37 rue du château, 29600 Morlaix – 554m<sup>2</sup> - P1
- Hôpital de jour Ty Guen LN01, 16 rue Barbier de Lescoat, 29260 Lesneven – 150m<sup>2</sup> - P1
- Hôpital de jour CMP/CATTP SL01 et SL02, 82/84 rue du pont neuf, 29250 St Pol de Léon – 1763m<sup>2</sup> - P1
- CMP/CATTP, Hôpital de jour LU01 et LU02, 4/6 rue Douaumont, 29400 Landivisiau – 237m<sup>2</sup> - P1
- CMP/Hôpital de jour FT01, rue de la Gare, 29660 Le Folgoët – 297m<sup>2</sup> - P1
- Hôpital de jour de Kerfraval MX04, 13 rue des Cèdres, 29600 Morlaix – 72m<sup>2</sup> - P1
- CMP MX06, 5 rue Léonard de Vinci, 29600 Morlaix – 195m<sup>2</sup> - P1
- Hôpital de jour CX06, 14 bis rue du Docteur Menguy, 29270 Carhaix Plouguer – 630m<sup>2</sup> - P1
- Centres de soins CX01, 6 rue Duguesclin, 29270 Carhaix Plouguer – 607m<sup>2</sup> - P1
- Abords du bâtiment du CSAPA, Parcelle AI274, Plourin les Morlaix (le reste du terrain étant géré en éco-pâturage) – P1

**I. CENTRE HOSPITALIER DE LESNEVEN**

Hôpital et EHPAD Ty-Maudez - Rue Barbier de Lescoat- 29260 LESNEVEN

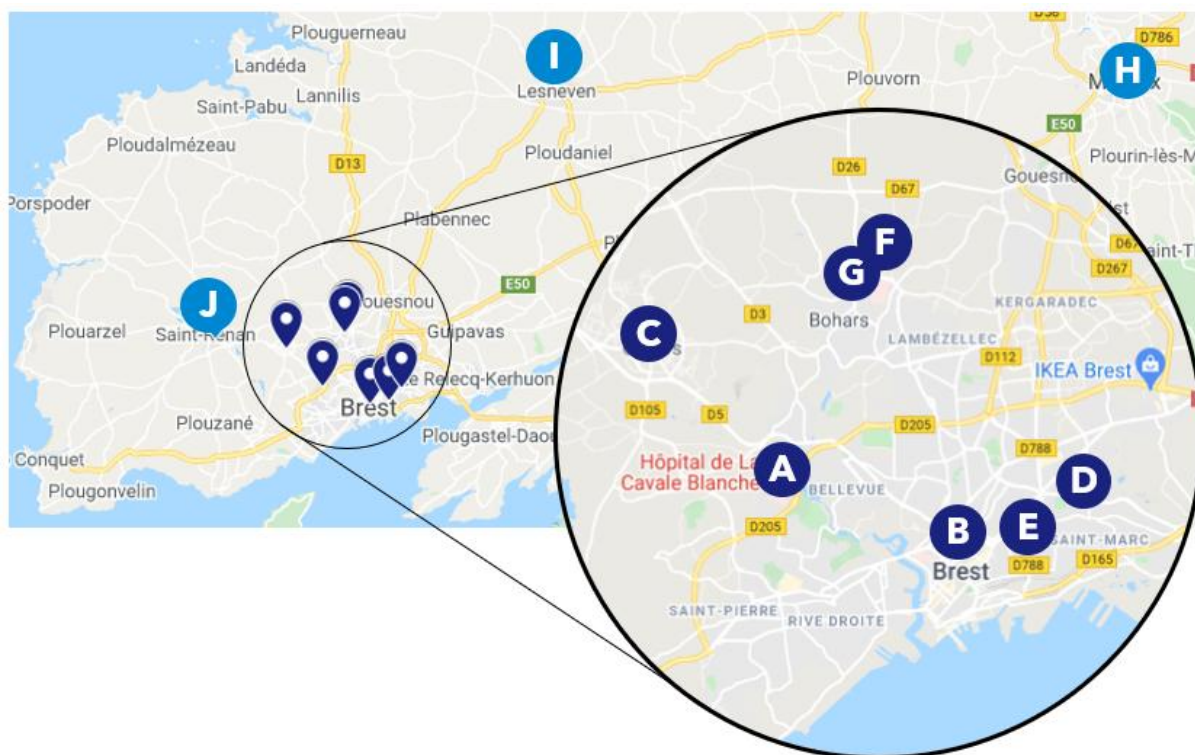
EHPAD Le Dorguen- Rue Alexandre Masseron- 29260 LESNEVEN

EHPAD Le Cleusmeur - Rue Chanoine Calvez- 29260 LESNEVEN

**J. Centre Hospitalier Le Jeune**

17 rue de Brest

29290 Saint-Renan



Positionnement géographique des différents sites du marché selon la numérotation explicitée ci-dessus

## 2.3 - Allotissement

La prestation est composée de 8 lots :

- Lot 1 : Entretien des espaces verts de la Cavale Blanche (CHU BREST)
- Lot 2 : Entretien des espaces verts de Morvan, Guilers, Delcourt-Ponchelet, Winnicott et les structures extra-hospitalières (CHU BREST)
- Lot 3 : Entretien des espaces verts de Bohars et Fortin (CHU BREST)
- Lot 4 : Entretien des espaces verts du CH de Saint-Renan
- Lot 5 : Entretien des espaces verts du CHP de Morlaix
- Lot 6 : Prestations d'élagage, éêtage et abattage d'arbres sur l'ensemble des sites
- Lot 7 : Prestations d'éco-pâturage des Centres Hospitaliers de Morlaix et de Brest
- Lot 8 : Entretien des espaces verts du CH de Lesneven

### 3 - PROCEDURE – FORME DU MARCHE

### 3.1 - Procédure

La procédure utilisée est celle d'un appel d'offre en application de l'article R2124-2 et de la sous-section 1 « Appel d'offres ouvert » de la section du Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre VI du Code de la commande publique.

### 3.2 - Forme du marché

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire par lots sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions de l'article R2162-1 du code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de

bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14, avec un montant maximum fixé à 4 240 000,00 € pour la durée totale de l'accord-cadre.

## 4 - DUREE – DELAIS D'EXECUTION – MARCHES COMPLEMENTAIRES

### 4.1 - Durée de l'accord-cadre

La date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est prévue au 31 janvier 2026 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure au 31 janvier 2026, pour une durée de 4 ans.

### 4.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées au chapitre 6 du présent C.C.A.P.

Le marché prévoit une période de préparation de 4 semaines : l'exécution des prestations débute à l'issue de cette période de préparation.

Concernant le lot 7 – Eco-pâturage – les prestations débuteront aux dates suivantes :

Centre Hospitalier	Sites	Date de démarrage
CH de Morlaix	Plougonven – Le Guernevan	23 novembre 2026
	Plourin	23 novembre 2026
	Bâtiment Psychiatrie	22 septembre 2026
CHU de Brest	Fortin – Parcelle B	1 <sup>er</sup> mars 2026

### 4.3 - Marchés complémentaires et/ou similaires

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Les bons de commande ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHRU de Brest fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHRU de Brest fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses administratives Générales applicable aux Marchés Publics de

fournitures courantes et de services ;

- L'offre technique et financière du titulaire dont le mémoire technique.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

## **6 - MODALITES D'EXECUTION**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **6.1 - Prise en charge et exécution des prestations**

L'exécution du marché s'opère par bons de commandes établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par le Directeur chargé des Achats, de la logistique et du biomédical ou son représentant. Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 32 du Cahier des Clauses administratives Générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics. Le bon de commande comporte :

- La référence au présent accord-cadre
- Le numéro de commande
- Les lieux et jours/heures de livraison
- La désignation de la prestation
- Les quantités commandées
- La date limite de livraison des prestations
- L'adresse de facturation

Toute prestation effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement. Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

### **Calendrier d'intervention**

Pour les prestations forfaitaires, le titulaire précisera avec son offre la durée et la période de ses interventions par domaine pour chacun des sites. Un planning prévisionnel sera remis un mois après la notification du marché.

Pour les prestations prévues au Bordereau de Prix Unitaire, le titulaire aura 15 jours ouvrés (hors salage et déneigement ou événements climatiques) à réception du bon de commande pour exécuter la prestation. Dans le cas d'une demande supplémentaire non prévue au Bordereau de prix unitaire, le titulaire aura 15 jours ouvrés pour soumettre son devis aux centres hospitaliers.

### **Rapports mensuels**

Chaque mois, le titulaire fournira aux représentants des centres hospitaliers un rapport d'activité par site où il mentionnera :

- Le bilan des prestations au forfait réalisées (nombre de tontes, plan de masse indiquant



les zones traitées par apport d'engrais, plan des plantations réalisées, nettoyage de la signalétique,) et les écarts avec la planification initiale ;

- Les incidents rencontrés ;
- Le bilan et l'avancement des bons de commandes passés par les centres hospitaliers ;
- Les effectifs employés et le nombre de journées passées sur chaque site ;
- Les préconisations ou éventuelles propositions d'améliorations ou d'aménagements ;
- Les évolutions réglementaires applicables au présent marché.
- Les bons d'attachement pourront également être remis en sus aux centres hospitaliers.

### **Réunions**

Une réunion de mise au pont avant le début des prestations sera planifiée.

Une réunion de synthèse aura également lieu annuellement. Elle permettra d'évoquer les problèmes techniques rencontrés et d'étudier les améliorations à apporter.

### **Horaires d'intervention du titulaire**

D'une manière générale, les heures et délais d'interventions du personnel du titulaire devront tenir compte des impératifs d'exploitation du CHU et des centres hospitaliers du GHT.

Toutes les interventions exécutées, dans les espaces, locaux ou zones occupées par les patients, les résidents et le personnel du ou des sites et ou par toute personne travaillant et ayant des activités sur les sites, seront réalisées sans gêne pour ses occupants. Une attention particulière sera apportée aux véhicules stationnés sur les parkings (projections d'herbe ou autres). De ce fait, le titulaire informera par mail le service technique des dates de ses interventions pour le mois à venir.

### **Fournitures d'eau**

Les fournitures d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par le CHU de Brest et par les centres hospitaliers du GHT concernés par l'accord-cadre.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

### **Documents**

Les documents à tenir à jour ou à transmettre dans le cadre du présent marché sont à fournir aux centres hospitaliers en version papier et en version informatique modifiable.

### **Autres dispositions**

Le candidat devra se conformer à toutes les autres dispositions décrites dans le CCTP.

### **Modalités de modification du contrat en cours**

Toute modification importante (en plus ou moins de 5% en surface) par rapport aux installations décrites initialement fera l'objet d'un avenant.

Pour le lot 3 – Entretien des espaces verts de Bohars Fortin, en raison d'importants travaux à venir sur le site, le volume des prestations à réaliser pourrait être significativement réduit.

## **6.2 - Opération, vérification, admission**

Les centres hospitaliers peuvent, à leur gré, en présence d'un représentant du titulaire dûment convoqué, procéder à toutes les vérifications et contrôles utiles. Ces contrôles peuvent être effectués par un organisme sans que ce contrôle ne dégage la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière. Pour ce faire, le titulaire sera prévenu 48 heures avant la date de la visite prévue.

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du C.C.A.G./Fournitures Courantes et de Services.

En cas de vérification qualitative non satisfaisante, le pouvoir adjudicateur se mettra aussitôt en relation avec le responsable hiérarchique de la personne mise à disposition afin que les dispositions du marché soient respectées.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur se réserve un délai de 15 jours pour rendre la décision d'admission. Dans le cas d'un ajournement, d'un rejet ou d'une réfaction, une décision sera rendue dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification. Au-delà de ce délai, la décision d'admission sera considérée comme tacite par dérogation aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

# **7 - PRIX ET REGLEMENT**

## **7.1 - Règlement et prestations**

Les prix sont établis en euros. Ils seront indiqués hors taxes, avec le taux de TVA appliqué et les éventuelles taxes annexes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Modalité de règlement des prestations forfaitaires : trimestrielles.

Dans le cadre de prestations sur bons de commande, elles seront réglées sur la base des prix indiqués au bordereau de prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à la manutention, au transport jusqu'au lieu de la prestation.

Modalités de règlement des prestations sur bons de commande : trimestrielles

## 7.2 - Modalités de révision

Les prix sont fermes durant la première année de l'accord-cadre puis font l'objet d'une révision annuelle à la date anniversaire du marché. Cette révision dépend de l'index EV4 des travaux d'entretien d'espaces verts publié par l'INSEE. Le montant initial sera révisé dans les conditions suivantes :

$$P = P_o \times (0.7 + 0.3 \times EV4 / EV4_o)$$

P = Montant de la redevance révisée

P<sub>o</sub> = Montant de la redevance initiale du marché

EV4<sub>o</sub> = La valeur de l'indice initial sera celle parue 12 mois avant l'indice final

EV4 = La valeur de l'indice final sera celle connue à la date anniversaire

## 7.3 - Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3% maximum l'an.

## 7.4 - Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande. Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la commande, si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-19 du Code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

## 7.5 - Conditions de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures établies en deux exemplaires portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- La date,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro de l'accord-cadre,

- La désignation précise de la prestation,
- Le prix unitaire hors T.V.A. de la prestation réalisée,
- Le montant total des prestations hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.V.A. comprise correspondant aux prestations rendues.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par le CHU de BREST et les centres hospitaliers du GHT concernés par cet accord-cadre.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

### **Dématérialisation des factures**

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement à compter du 1er janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée d'ici le 1er janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) devient ainsi obligatoire :

- Au 1er janvier 2017 : pour les grandes entreprises (+ 5000 salariés et CA>1.5 milliards €) et les personnes publiques,
- Au 1er janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5000 salariés et CA< 1.5 milliards €)
- Au 1er janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés et CA > 50 millions €)
- Au 1er janvier 2020 : pour les micros entreprises (-10 salariés et CA < 2 millions €)

### **Pour le CHU de BREST, les identifiants sont :**

<b>CHORUS PRO – CHU DE BREST</b>	
<b>Identifiant structure</b>	20002305900013
<b>Code service</b>	Sera indiqué sur les bons de commandes

### **Pour le CH de MORLAIX, les identifiants sont :**

<b>CHORUS PRO – CH de MORLAIX</b>	
<b>Identifiant structure</b>	26290009500015

<b>Code service</b>	Sera indiqué sur les bons de commandes
---------------------	--

**Pour le CHU de LESNEVEN, les identifiants sont :**

<b>CHORUS PRO – CH DE LESNEVEN</b>	
<b>Identifiant structure</b>	26290012900012
<b>Code service</b>	Sera indiqué sur les bons de commandes

**Pour le CH de SAINT RENAN, les identifiants sont :**

<b>CHORUS PRO – CH DE SAINT RENAN</b>	
<b>Identifiant structure</b>	26290011100028
<b>Code service</b>	Sera indiqué sur les bons de commandes

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

## **7.6 - Pénalités**

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel des prestations est expiré.

### **7.6.1 - Etat des prix forfaitaires**

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS, la non réalisation de la prestation dans la plage calendaire définie au CCTP donnera lieu à une pénalité calculée selon la formule :  **$P = (V \times R) / 1000$**

Avec P = montant HT de la pénalité, V = montant du bon de commande annuel, R = nombre de jours de retard constaté

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS d'autres pénalités seront appliquées en cas de :

Non remise des rapports mensuels dans les délais impartis : pénalités applicables de **50€ HT** par jour de retard et par site.

Non tenue à jour ou absence constatée des carnets de site : pénalités applicables de **100€ HT** par constat de carnet non à jour ou d'absence de carnet.

Non présence à une réunion de suivi de marché : pénalités applicables de **200€ HT** par absence.

#### **7.6.2 - Prestations hors forfait**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, retard dans la fourniture d'un devis : pénalités applicables de **50€ HT** par jour de retard.

Retard dans la réalisation de la prestation sur bon de commande : pénalité applicable calculée selon la formule :  **$P = (V \times R) / 300$**

Avec P = montant HT de la pénalité, V = montant du bon de commande, R = nombre de jours de retard constaté.

## **8 - ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil et en cas de solution alternative notifiée, un contrat d'assurance concernant la flotte automobile.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **9 - RESILIATION**

L'accord cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 6 du C.C.A.G./F.C.S. Par dérogation à l'article 33, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 34 du C.C.A.G.-F.C.S. Par dérogation au chapitre 6 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier totalement ou partiellement – si le litige ne concerne qu'un lot de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- Carence du prestataire : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- Cessation d'activité de la part du prestataire qui en aura avisé la Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de BREST au moins trois mois à l'avance.
- Non-respect de l'une des clauses du présent C.C.A.P et, particulièrement, celle des

articles concernant les prix et règlements, les modalités de livraison et les critères de qualité.

- En cas de cessation volontaire du commerce, faillite ou de liquidation judiciaire, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du CHPM sur les prix de livraisons non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

En cas de manquement du prestataire titulaire de l'accord-cadre mettant l'établissement dans l'obligation de s'adresser à un autre prestataire, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par l'établissement de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 29 du C.C.A.G. /F.C.S., l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la fourniture aux frais et risques du titulaire (article 32 du C.C.A.G. /F.C.S.).

La résiliation sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **10 - DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Seul le Tribunal Administratif de RENNES est compétent en la matière.